

**Politique étrangère - Réponse de M.
Harlem Désir, secrétaire d'État
chargé des affaires européennes, à
une question au Sénat
(Paris, 23 février 2017)**

Depuis le début du quinquennat de François Hollande, la diplomatie française est engagée, respectée, responsable et indépendante. Tous nos partenaires internationaux le reconnaissent et nous en savent gré. La France est un pays dont la voix compte dans le monde, parce qu'elle est indépendante. Par ses initiatives, la France contribue à la paix et à la sécurité internationales.

Si la France était restée inactive, le Mali et la Centrafrique seraient tombés aux mains des terroristes ou auraient connu des massacres de masse. C'est le président de la République qui a assumé, au nom de la France, la responsabilité d'intervenir.

À l'heure où les forces irakiennes mènent une offensive pour libérer la partie occidentale de Mossoul, la France est le pays le plus engagé aux côtés des États-Unis au sein de la coalition contre Daech. C'est grâce à l'appui de nos forces que le terrorisme et la barbarie reculent en Irak et en Syrie. Notre effort sera poursuivi.

En ce qui concerne la Syrie, la France a la conviction que seule une solution négociée, fondée sur une transition politique, édictée sur la base du communiqué de Genève et de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies, peut permettre de ramener la paix. Après les résultats en demi-teinte des réunions d'Astana, les discussions ont repris aujourd'hui à Genève. À cet égard, nous apportons notre plein soutien aux efforts de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Staffan de Mistura.

La France est également engagée au Proche-Orient pour tenter de relancer un processus politique. Dans le contexte actuel, l'initiative du ministre des affaires étrangères et du développement international, qui a réuni plus de soixante-dix pays et organisations internationales à Paris, le 15 janvier, était non seulement utile, mais nécessaire, pour défendre la solution à deux États.

Oui, nous sommes engagés en Méditerranée. Oui, nous avons fait en sorte que l'Europe s'engage aux côtés de la Tunisie et qu'elle se mobilise pour aider à élaborer une solution à la crise libyenne. Oui, nous avons respecté nos engagements concernant la loi de programmation militaire. Nous les avons même rehaussés, avec l'appui du Sénat ; nous pouvons en être fiers.

La voix de la France, c'est la voix de l'ensemble de la représentation nationale, qui s'élève pour faire respecter le droit international, promouvoir la résolution politique des conflits. Chacun devrait en être fier et souhaiter la poursuite de cet engagement, quels que soient les résultats

des échéances électorales à venir./.

(Source : site Internet du Sénat)